



FÊTE DE LA MUSIQUE

Cinq scènes pour plus de mille artistes

La fête internationale de la musique a été belle le 21 juin à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, deux ans après son éclipse imposée par la pandémie du coronavirus covid-19. L'événement a donné l'occasion à près de mille artistes et groupes musicaux de tous genres de s'exprimer sur cinq scènes montées pour la circonstance.

De passage à l'IFC pour célébrer la fête avec les artistes, le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, a signifié que « cette journée n'est pas dédiée aux discours mais plutôt au chant, à la danse et à la sublimation de la musique ».



Le ministre de la Culture exhibant quelques pas de danse avec des artistes lors de son passage sur la scène du parvis de l'IFCAdiac

Pages 13-14

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

La force publique s'engage à sécuriser les scrutins

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a assuré la communauté nationale et internationale de la disponibilité de la force publique à sécuriser les élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochain. Il s'est exprimé dans le cadre des festivités du 61^e anniversaire des Forces armées congolaises et de la gendarmerie, célébrées le 22 juin de chaque année.

Page 3

La Force publique va voter par anticipation pour sécuriser le scrutin



COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Des seizièmes de finale explosives

La coupe du Congo de football a repris son cours après deux années d'hibernation avec à l'affiche des seizièmes de finale alléchantes qui se disputeront les 29 et 30 juin prochain. L'Inter Club affrontera Patronage, As Otôho croquera FC Avenir d'Ewo, alors que l'Etoile du Congo, tenante du titre, fera face à l'Etoile de Talas, Diables noirs se justifiera devant l'As Cyrina, le Club athlétique renaissance aiglon sera aux prises avec Real Impact.



Page 13

L'Etoile du Congo remet son titre en jeu deux ans après/Adiac

FISCALITÉ

Actualisation du fichier des contribuables

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a lancé hier dans la capitale une campagne de recensement et d'actualisation du fichier des contribuables. L'opération concerne dans un premier temps Brazzaville et Pointe-Noire, les deux agglomérations les plus peuplées du pays. Elle sera réalisée par les cabinets Ernest & Young et Geeps et devra permettre à l'administration de maîtriser l'assiette fiscale et de disposer d'une base fiable des contribuables.

ÉDITORIAL

Billetterie informatisée

Page 2

ÉDITORIAL

Billetterie informatisée

La bataille de la modernisation du stade Alphonse-Massamba-Débat est loin d'être gagnée. Mais à mesure que les travaux avancent, l'on se rend à l'évidence que la décision de fermer momentanément l'enceinte sportive était judicieuse puisque le respect des normes exigées par la Confédération africaine de football (CAF) lui permettra d'entrer dans une nouvelle dimension en tenant compte des efforts à fournir.

Dans le cahier de charges, la CAF ne s'est pas préoccupée uniquement de l'amélioration de la qualité de jeu mais aussi des conditions d'accès au stade mythique du Congo qui posent des problèmes, surtout lors des matches internationaux. Afin de mieux contrôler les flux des spectateurs, l'entrée au stade se fera dans les prochains mois, selon les autorités, par un système de tourniquets placé en amont pour offrir plus de commodités et de sécurité au public.

Ce n'est pas tout. Le nouveau matériel commandé permettra surtout d'évoluer vers la billetterie informatisée et remplacer progressivement l'ancien système de vente. L'électronique donnera désormais la possibilité aux supporters d'acheter des tickets munis d'une puce via une plateforme numérique. Dans ce cas, les tourniquets joueront un rôle clé dans la lutte contre les billets dupliqués et la régulation du public.

Au-delà de l'éternel problème d'entretien dont souffrent les stades du pays, le plus grand défi après l'installation du nouveau matériel reste la conscientisation du public et le bon usage des équipements. L'impact laissé sur les sièges nouvellement remplacés après le match des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations opposant le Congo à la Gambie en dit long sur le chemin à parcourir pour changer les comportements. Construire, détruire pour reconstruire après est une triste expérience qu'il faudra définitivement proscrire.

Les Dépêches de Brazzaville

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Renforcer la cohésion et la complémentarité

La célébration du 61^e anniversaire des Forces armées congolaises et de la gendarmerie nationale, le 22 juin, est placée cette année sur le thème « Dans la cohésion et la complémentarité de la force publique, renforçons nos capacités pour le succès des engagements communs ».



Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo

« Ce 61^e anniversaire coïncide avec le rattachement de la gendarmerie nationale au ministère de la Sécurité et de l'Ordre public. C'est un moment charnière où les deux forces sont appelées à éprouver davantage leur cohésion et leur complémentarité », a déclaré le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, dans la déclaration du gouvernement relative à la dite célébration. L'élan moral ne devrait jamais faiblir pour qu'ensemble, elles puissent agir au profit de la population mais aussi en faveur des autres nations, a-t-il poursuivi. Le ministre de la Défense nationale a, par ailleurs, invité l'ensemble des composantes des Forces armées congolaises au fonde-

ment essentiel pour approfondir l'expérience de terrain en vue d'améliorer la cohésion, la sanctification des principes de discipline et des valeurs patriotiques qui constituent une plus-value pour leur rayonnement. Pour réaliser cet objectif, il importe de poursuivre à tous les niveaux les efforts en matière de formation qui constitue une étape importante dans l'acquisition des expertises, des spécialisations et le développement des capacités de terrain selon les besoins des différentes unités, avec en prime, l'éthique professionnelle et une maîtrise profonde et continue des connaissances techniques et tactiques.

Guillaume Ondze

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

La Force publique s'engage à sécuriser le scrutin

Dans son discours à l'occasion du 61^e anniversaire des Forces armées congolaises et de la Gendarmerie, célébré le 22 juin de chaque année, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a évoqué la disponibilité de la Force publique qui votera par anticipation, le 4 juillet, avant de sécuriser le vote des civils six jours plus tard.

Après la présidentielle de 2021, la Force publique passera sa deuxième épreuve de vote par anticipation lors des législatives et locales de cette année prévues les 4 et 10 juillet. Les militaires vont, en effet, voter le 4 pour sécuriser par la suite le vote des civils, le 10. « *Ce processus, un de nos engagements nationaux, est essentiel à la vie démocratique de notre pays. L'expérience de 2021, cumulée aux expériences antérieures, devrait vous donner la mesure des défis et les repères qui faciliteront l'accomplissement de votre devoir de citoyen et d'agent de l'ordre* », a déclaré le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo. Rappelons que lors du réveillon d'armes du 28 janvier dernier, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général Guy Blanchard Okoi, réitérait

l'engagement de la Force publique à défendre fermement les institutions y compris les élections législatives et locales. Il estimait, à cette occasion-là, que le challenge consiste à faire en sorte que l'échéance électorale puisse se dérouler dans la paix et la sérénité.

Il convient de noter que c'est à la faveur du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi électorale n°9-2001 du 10 décembre 2001 que le vote par anticipation des agents de la force publique est en



La Force publique va voter par anticipation pour sécuriser le scrutin DR

« Ce processus, un de nos engagements nationaux, est essentiel à la vie démocratique de notre pays. L'expérience de 2021, cumulée aux expériences antérieures, devrait vous donner la mesure des défis et les repères qui faciliteront l'accomplissement de votre devoir de citoyen et d'agent de l'ordre »

entré en vigueur. A propos des législatives et locales de juillet prochain, la campagne va débuter le 24 juin courant. Le vote anticipé de la Force publique et la sécurisation du scrutin général sont un facteur qui sans nul doute contribue à renforcer le lien armée-nation.

Rominique Makaya

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La population de Kindamba édifiée sur la loi Mouébara

En séjour parlementaire à Kindamba, dans le département du Pool, le député de cette circonscription électorale unique, Isidore Mvouba, a fait le point des dernières sessions de l'Assemblée nationale ponctuées, entre autres, par l'adoption de la loi Mouébara et du Plan national de développement (PND) 2022-2026.

Adoptée par les deux chambres du Parlement lors de leur 14^e session ordinaire, la loi portant lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles, dite loi Mouébara, a été promulguée le 4 mai dernier par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Cette loi comporte, en effet, plusieurs innovations surtout concernant l'allongement des délais de prescription passant du simple à une infraction, puni de peine et d'emprisonnement et/ou d'amende. Il s'agit aussi des délais de prescription pour les infractions commises sur mineure qui a la possibilité de recourir à la justice dès qu'elle atteint l'âge de la maturité.

« *Nous avons eu à voter une loi emblématique à portée historique, la loi dite Mouébara. Maman Mouébara, c'est la mère du président de la République. Donc, une loi qui a été votée à l'Assemblée na-*



Isidore Mvouba a sensibilisé la population DR

tionale pour protéger les femmes », a rappelé Isidore Mvouba.

Le Parlement a également approuvé le nouveau PND couvrant la période de 2022 à 2026. Ce programme quin-

quennal, à vocation économique, repose sur les activités agricoles, le numérique, le tourisme, l'immobilier, l'industrie et les Zones économiques spéciales. Ce PND dit de « deuxième généra-

tion » se veut une feuille de route censée faire passer la République du Congo d'une économie de rente pétrolière à une économie nationale forte, diversifiée et résiliente. Au cours des cinq

prochaines années, l'exécutif a promis d'assurer la croissance du produit intérieur brut à 7% de moyenne annuelle, de créer des emplois, de réduire la pauvreté et l'importation des produits de base...

« *Le président de la République a mis en place un Plan national de développement qui a sept piliers dont l'agriculture qui compte s'appuyer sur le Pool. Donc, nous pouvons tirer un grand profit du PND. Pour cela, il nous faut des routes* », a déclaré le président de l'Assemblée nationale devant la foule rassemblée à la place Mbiemo, à l'occasion de la rencontre citoyenne.

Notons que cette rencontre a été marquée par la projection des activités parlementaires (ouverture et clôture de la 14^e session ordinaire) et la cérémonie de prestation de serment du chef de l'Etat.

Parfait Wilfried Douniama

« Nous avons eu à voter une loi emblématique à portée historique, la loi dite Mouébara. Maman Mouébara, c'est la mère du président de la République. Donc, une loi qui a été votée à l'Assemblée nationale pour protéger les femmes »

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le Congo entend capitaliser sur l'expérience ivoirienne

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, lors de sa récente visite de travail à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a été reçu par le président ivoirien, Alassane Ouattara, et a eu des entretiens avec plusieurs personnalités sur des sujets portant sur le développement de l'agriculture.

Porteur d'un message du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, à son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, le ministre Paul Valentin Ngobo a mis à profit son séjour en terre ivoirienne pour s'enquérir de la réalité de l'une des puissances agricoles d'Afrique. Il a, tour à tour, échangé avec le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, Kobena Kouassi Adjoumani, et avec le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Touré. Avec le premier, la séance de travail, en présence de toutes les directions et structures pertinentes, a porté sur l'appui à la production de la semence de maïs, de soja, et de riz et de manioc. En effet, l'Agence nationale d'appui au développement rural (Anader) ainsi que l'Aderiz vont apporter très rapidement leur appui au développement de ces spéculations végétales au Congo. Ainsi, une délégation de l'Anader est attendue au Congo pour le lancement des travaux de production de la semence au plus tard en septembre prochain. Au ministère des Ressources animales et halieutiques, les entretiens se sont focalisés sur les mécanismes de développement de la filière avicole, notamment du poulet de chair très prisé par les Congolais. En effet,



Paul Valentin Ngobo reçu par le président Alassane Ouattara DR

le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche est conscient que le développement de cette filière passe inéluctablement par la protection de la production nationale. Une évidence confortée par la visite de l'usine de la société CoqIvoire.

« Nous sommes venus avec trois problématiques : celle de la volaille que nous avons évoquée avec le ministre en charge des Ressources animales et halieu-

tiques; la problématique de la semence de maïs, de soja et de manioc, notamment des boutures de manioc à haut rendement. Nous avons reçu des réponses tout à fait favorables puisque le ministre de l'Agriculture a promis d'engager l'Anader », a expliqué Paul Valentin Ngobo.

Fabriquer la farine avec les produits locaux

Concernant le volet formation, il a indiqué que l'Anader accompagnera le Congo pour qu'il puisse régler les problèmes de semence de maïs et de soja. La République du Congo, a-t-il rappelé, veut réduire les importations animales qui sont la caractéristique de sa dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger. A travers cette politique, le pays voudrait produire en grande quantité le maïs et le soja. « Nous savons tous que le

manioc, qui est notre aliment de base, est encore produit en quantité insuffisante. Si nous voulons améliorer les quantités du manioc, du fofou dans notre pays, il faut augmenter cette production. Et plus important, nous voulons également aller vers la production de la farine de manioc parce que nous constatons tous qu'avec la guerre entre l'Ukraine et la Russie, il est difficile aujourd'hui pour nos boulangers de disposer de la farine, donc une alternative pour beaucoup de pays africains c'est d'essayer de fabriquer la farine avec les produits locaux », a-t-il poursuivi, précisant que la partie ivoirienne est disposée à aider le Congo produire la farine de manioc. Notons que le Congo et la Côte d'Ivoire sont liés par un protocole d'accord signé en 2014. En rapport avec cet accord qui s'inscrit dans le cadre de la coopération agricole, le ministère congolais en charge de l'Agriculture a reçu mission de travailler avec le gouvernement ivoirien sur le développement de l'industrie semencière (maïs, soja) ; la production et la transformation de manioc ; le développement de la filière avicole.

Parfait Wilfried Douniama

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



REPUBLIQUE DU CONGO
Siège Social et Direction Nationale
BRAZZAVILLE

☎ 22.281.81.50-05.547.80.23-06.965.65.16
✉ : B.P. 126 - beacbv@beac.int
Fax V&AT : 7082
Service de Gestion Administrative des Marchés

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres national ouvert no003/BEAC/DN.BZV/OYO/AONO/Biens/2022 du 20 juin 2022 pour l'acquisition de deux (02) onduleurs pour les ascenseurs de l'Agence de la BEAC à Oyo.

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage d'acquérir, sur ressources propres, deux (02) onduleurs pour les ascenseurs de son Agence à Oyo. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des Marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-dessous, entre 09 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres n°003/BEAC/DN.BZV/OYO/AONO/Biens/2022 du 20 juin 2022

Service Gestion Administrative des Marchés,
5ème étage, porte 514.
: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-Congo
Tél.: (242) 280 547 05 / (242) 05 547 80 2

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement en espèces, de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA, à la caisse de la BEAC à Brazzaville, les jours ouvrés, entre 08h00 et 12h00.

La visite obligatoire du site se tiendra le 11 juillet 2022 à 12 heures précises à l'Agence de la BEAC à Oyo.

Les soumissions, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le 29 juillet 2022 à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres n°003/BEAC/DN.BZV/OYO/AONO/Biens/2022 du 20 juin 2022

Bureau d'Ordre,
6ème étage, porte 601.
Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-Congo
Tél. : (242) 480 547 05 / (242) 05 547 80 24.

Les soumissions seront ouvertes en deux étapes. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, le 29 juillet 2022 à 13 heures précises à la Direction Nationale de la BEAC à Brazzaville. Seuls les plis financiers, pour les offres jugées conformes, seront ouverts par la suite.

Par ailleurs, les séances d'ouverture seront publiques. Les représentants des soumissionnaires dûment mandatés qui le souhaitent, pourront y prendre part, tout en respectant les mesures barrières contre la Covid 19.

Fait à Brazzaville, le 20 juin 2022

Le Président de la Commission des Marchés

AFFAIRES FONCIÈRES

Plaidoyer pour garantir les droits fonciers coutumiers des autochtones

Le consultant Lilian Laurin Barros a animé, le 22 mai à Brazzaville, un atelier de plaidoyer pour la prise en compte des spécificités autochtones dans les programmes ministériels et la garantie des droits fonciers coutumiers des peuples autochtones qui contribueraient à leur bien-être.

Plusieurs délégués des institutions publiques et des organisations non gouvernementales ont assisté à la séance de plaidoyer. Ils ont reconnu que les peuples autochtones du Congo vivent dans des zones qui contiennent environ 80% de la biodiversité et beaucoup luttent encore pour maintenir leurs droits légaux sur les terres, les territoires et les ressources.

« Certifier les droits des peuples autochtones sur leurs terres et territoires ne sert pas seulement à leur bien-être, mais aussi à relever certains des défis mondiaux les plus pressants, comme le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Au niveau du département de la Lékoumou, un travail de cartographie des terres autochtones avait été fait mais arrêté et pas vulgarisé par manque de moyen. Nous souhaitons que le ministère fasse un travail pour cartographier les terres autochtones », a déclaré Lilian Laurin Barros.

Selon un rapport, dans les villages comme Malengué, Ipiné et Ingolo II et autres cités, les

organisations non gouvernementales dont le Comptoir juridique junior, les droits fonciers coutumiers des peuples autochtones ne sont pas respectés. Les autres observateurs, sur ce même dossier, affirment que ces communautés sont confrontées aux difficultés pour faire valoir leurs droits, que ce soit dans le contexte de l'agro-industrie, des industries extractives, du développement, de la conservation et du tourisme.

Par ailleurs, le consultant et les autres participants au séminaire reconnaissent que l'article 32 du titre 7 de la loi 5, portant protection des peuples autoch-

tones, et les six décrets d'application devraient davantage être vulgarisés au profit de ces communautés. De même, ils admettent que le Congo est le seul pays africain à détenir une loi dans le cadre de la protection des droits des autochtones. En outre, ils acceptent qu'autour des années 1970, l'Etat congolais, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de création des villages centres, avait fait des expérimentations de regroupement de la population bantoue et des autochtones. Mais au fur et à mesure que le pays est confronté aux effets du changement climatique, les

connaissances traditionnelles de la terre et des droits territoriaux des autochtones pourraient être de plus en plus méconnus.

« Il y a des ministères comme Affaires sociales, Justice, Enseignement qui prennent en compte ces spécificités autochtones, par contre d'autres ne les prennent pas en compte comme les Affaires foncières car là, il y a trop de généralités. Pour leur droit à la terre, il y a encore trop de violence de la part des bantous. La loi de 2011 pour la protection des autochtones pose problème dans la pratique », a confirmé le consultant.

Au cours des cinq ans passés, les gouvernements du monde dont celui du Congo ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui établit une feuille de route vers un avenir plus sûr et équitable pour tous les peuples et la planète à travers les Objectifs de développement durable. Par exemple, cet agenda ne reconnaît pas pleinement les droits collectifs relatifs aux terres et aux ressources, ou à la santé, à l'éducation, à la culture et aux modes de vie et pourtant les droits collectifs sont au cœur même des communautés autochtones.

Les défenseurs des droits des autochtones évoquent que les sources de conflit sont nombreuses et vont depuis l'extraction des ressources, l'exploitation forestière, les terres pour les sources d'énergie renouvelables et l'agro-industrie jusqu'aux conflits entre les pasteurs autochtones, les éleveurs nomades et les agriculteurs ainsi que les effets du changement climatique et la création de zones de conservation.

Fortuné Ibara

« Certifier les droits des peuples autochtones sur leurs terres et territoires ne sert pas seulement à leur bien-être, mais aussi à relever certains des défis mondiaux les plus pressants, comme le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Au niveau du département de la Lékoumou, un travail de cartographie des terres autochtones avait été fait mais arrêté et pas vulgarisé par manque de moyen. Nous souhaitons que le ministère fasse un travail pour cartographier les terres autochtones »

PARTENARIAT

Signature d'une convention entre l'armée et les églises

Le ministère de la Défense nationale et les églises catholique, évangélique et salutiste du Congo ont signé, le 20 juin à Brazzaville, un accord cadre de partenariat pour trouver un meilleur moyen d'organiser la pastorale de la Force publique.

L'accord a été signé par le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et du côté des églises respectivement par l'archevêque Bienvenu Mamanika-Bafouakouaou, président de la Conférence épiscopale du Congo; le pasteur Guy Loko Elenga de l'Eglise évangélique du Congo; et le colonel Eugène Bamanabio, chef de territoire et représentant légal de l'Armée du salut en République du Congo, au Gabon et au Cameroun.

Ce protocole d'accord, a-t-on indiqué, va surtout planter le cadre missionnaire de l'activité de l'aumônerie dans les armées, qui est avant tout fondé sur ce qui est appelé le chemin spirituel du soldat, notamment les questions de fond qui concernent le métier militaire et pour lesquelles les bases ont été posées pour aider les aumôniers, à travers le mes-



Le ministre de la Défense nationale posant avec des représentants des églises et du chef d'état-major des FACDR

sage particulier qui convient aux militaires en fonction des interrogations qu'ils se posent dans leur métier.

Aussi, la signature de cet accord va permettre à chacune des églises, les jours qui viennent, de mettre une organisation et un mécanisme de fonctionnement. Les armées

mettront en place, prochainement, une réglementation qui découle de ce partenariat par rapport aux statuts, à la discipline militaire, aux habitudes, aux traditions et au milieu de travail

Et puis, finalement, il s'agira d'organiser la relation entre les équipes ecclésiales, les autori-

tés militaires et les laïcs sous le label « Des amis de l'aumônerie ». « Dans notre système à nous, le laïcat joue un rôle prépondérant sur le fonctionnement des aumôniers, parce que notre vie est essentiellement fondée sur des traditions dont les laïcs sont les premiers acteurs », a ex-

pliqué l'archevêque Bienvenu Mamanika-Bafouakouaou. Notons qu'en 2020, le ministre de la Défense nationale et celui de l'Intérieur et de la Décentralisation avaient mis en place, en concertation avec les églises catholique, évangélique et salutiste du Congo, un groupe de travail, chargé d'examiner les projets du protocole de coopération relatif à l'organisation des aumôneries de la force publique. Ce travail réalisé visait à organiser et régir la pastorale au sein de la force publique afin de légaliser une pratique déjà ancienne dans le respect du principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, symbolique de la laïcité institutionnelle de la République. A l'issue de ce travail conjoint, il a été élaboré un protocole d'accord relatif au service d'aumônerie entre la force publique et ces églises.

Guillaume Ondze

FRANCE

Le président Macron se lance dans un marathon diplomatique

En pleine crise politique en France, le président Emmanuel Macron est contraint de s'éloigner plusieurs jours de Paris pour participer successivement aux sommets de l'Union européenne (UE), du G7 et de l'Otan où seront prises des décisions importantes.

Les actes et les paroles du chef de l'Etat français seront scrutés de près par les nombreux dirigeants qu'il va rencontrer d'ici à fin juin, marquant la fin de la présidence française du Conseil de l'UE. Apparaîtra-t-il affaibli sur la scène internationale par ses déboires électoraux et la perte de la majorité absolue à l'Assemblée nationale ? Ce ne sera pas le cas, assure le palais présidentiel de l'Élysée. Le résultat des élections législatives « n'affecte en rien le mandat sur lequel le président a été réélu pour cinq ans », affirme-t-il, en soulignant que dans de nombreux pays, « les majorités relatives sont beaucoup plus la règle que l'exception ».

Un conseiller du président indique percevoir dans les capitales européennes davantage de la curiosité sur le sens du résultat des élections qu'une inquiétude sur la capacité de la France à assumer un leadership en Europe. Mais Emmanuel Macron pourrait voir s'ébrécher son image d'homme fort de l'UE si la France devenait ingouvernable comme le craignent certains responsables. Un affaiblissement est probable parce que le président devra, sans la majorité au Parlement, consacrer beaucoup de temps et d'énergie aux questions intérieures, au détriment de la politique étrangère, prévoit Paolo Mattera, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Roma Tre, à Rome.

À Bruxelles pour l'UE

Le premier rendez-vous, jeudi et vendredi à Bruxelles pour le traditionnel sommet d'été des vingt-sept, s'annonce plutôt consensuel puisqu'un accord unanime est attendu sur l'octroi du statut de candidat à l'UE à l'Ukraine, ainsi qu'à la Moldavie. Cela devrait marquer « un moment important, positif, peut-être même historique », a estimé le ministre français des Affaires européennes, Clément Beaune.

Le président défendra son idée de création d'une communauté politique européenne pour accueillir des pays proches mais non membres de l'UE, comme l'Ukraine, les pays des Balkans occidentaux, la Suisse ou le Royaume-Uni. Les vingt-sept feront également le point avec la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, sur la situation économique tendue, avec une inflation forte et un risque de fragmentation des économies européennes à la lumière des écarts de taux (« spread ») qui ne cessent de se creuser.

En Allemagne pour le G7

Après un retour à Paris, vendredi après-midi, Emmanuel Macron rejoindra dimanche le château d'Elmau, dans les Alpes bavaroises. Le chancelier allemand Olaf Scholz y accueillera les dirigeants du G7 pour discuter de sanctions contre la Russie, de la reconstruction de l'Ukraine mais aussi de la sécurité alimentaire mondiale, menacée par le blocage des céréales ukrainiennes, ainsi que du double défi de la sécurité énergétique et de la transition vers des énergies vertes. Le président français devrait faire des annonces dans le cadre d'une « Alliance globale pour la sécurité alimentaire » et apporter son soutien à une proposition allemande de « bouclier contre les risques climatiques », selon l'Élysée.

A Madrid pour l'Otan

Le 28 juin, il se rendra à Madrid, en Espagne, pour le sommet de l'Otan, qui rassemble ses trente États-membres pour deux jours. Les discussions tourneront de nouveau autour de la guerre en Ukraine, qui a redonné une forte visibilité à l'Alliance, alors que le président l'avait jugée en état de « mort cérébrale » en 2019, une formule qui avait fait grincer des dents. En recevant mardi son secrétaire général Jens Stoltenberg, le président Macron a réaffirmé son soutien à la Finlande et la Suède dans leur choix souverain de rejoindre l'Alliance, deux candidatures actuellement bloquées par la Turquie.

A Lisbonne pour les océans

Il achèvera son marathon diplomatique à Lisbonne, le 30 juin, pour la conférence de l'ONU sur la préservation des fonds marins, menacés par le changement climatique et l'activité humaine. Il devrait annoncer la candidature de la France pour l'organisation de la prochaine conférence sur les océans, en 2025.

AFP

FINANCE MONDIALE

Le dollar américain pourrait glisser mais continuera à régner

Le système monétaire international peut être au seuil d'un changement significatif d'une combinaison de forces économiques, géopolitiques et technologiques, selon Eswar Prasad, professeur à l'Université Cornell et chercheur principal à la Brookings institution. Il s'agit d'une opinion parue sur le site du Fonds monétaire international (FMI) dans la rubrique « Finance et développement ».

Les forces économiques, géopolitiques et technologiques feront-elles tomber le dollar américain de son piédestal en tant que monnaie internationale dominante ? La façon dont ces forces se dérouleront aura-t-elle des ramifications majeures pour l'évolution de l'ordre mondial, le pouvoir financier étant un élément clé du soft power ?, s'interroge Eswar Prasad.

Le dollar domine la finance mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Près de 60% des réserves de change des banques centrales sont investies dans des actifs libellés en dollars. Et presque tous les contrats sur les produits de base sont évalués et réglés en dollars, une monnaie utilisée pour désigner et régler la majorité des transactions financières internationales. Cette prééminence donne aux États-Unis un pouvoir et une influence considérables. L'utilisation du dollar impliquent invariablement le système bancaire américain, « le gouvernement américain peut punir sévèrement des pays, [Iran et Russie], en imposant des sanctions qui limitent leur accès au financement mondial », décrit Eswar Prasad.

Changements en cours et émergence des monnaies numériques

Des changements en cours pourraient saper cette suprématie. « La domination économique brute des États-Unis se rétrécit. L'économie américaine représente aujourd'hui environ 25 % du produit intérieur brut mondial, contre 30 % en 2000 », explique le chercheur. Le lieu de la puissance économique se déplace vers les économies de marché émergentes, dirigées par la Chine. L'émergence des monnaies numériques bouscule la finance nationale et internationale. Les nouvelles technologies engendrées par la révolution de la crypto-monnaie per-

mettent aujourd'hui un paiement et un règlement des transactions moins chers et instantanés - entre autres avantages. « Ces développements atténueront les frictions liées aux paiements dans le commerce international », selon lui.

Des changements sont également en cours sur les marchés des changes. La conversion des devises des marchés émergents en dollars, et vice versa, devenant plus facile et moins chère. La Chine et l'Inde, par exemple, n'auront bientôt plus besoin d'échanger leurs devises respectives contre des dollars pour effectuer des échanges commerciaux à moindre coût. « Au contraire, échanger directement du renminbi contre des roupies deviendra moins cher. Par conséquent, la dépendance à l'égard des monnaies des véhicules, en particulier le dollar, diminuera ». Ainsi la primauté du dollar dans la dénomination des transactions diminuera. En plus, les technologies numériques affectent d'autres aspects de l'argent. La perspective d'un renminbi numérique a intensifié la spéculation selon laquelle la monnaie chinoise pourrait gagner en importance et peut-être même rivaliser avec le dollar. Le renminbi constituant donc une menace sérieuse pour la domination du dollar.

Une bénédiction mitigée

Les nouvelles technologies aideront et entraveront à la fois les économies de marché émergentes, avec des effets collatéraux qui, associés à d'autres développements, pourraient en fin de compte renforcer la domination du dollar plutôt que de l'éroder, analyse le chercheur. D'une part, les nouvelles technologies financières amélioreront l'accès aux marchés financiers mondiaux pour les entreprises et les ménages des économies émergentes et en développement. D'autre part, la prolifération des conduits permettant à l'argent de

circuler à travers les frontières nationales intensifiera la vulnérabilité des économies en développement. Elle est également susceptible de rendre le contrôle des capitaux moins efficace. Les changements à venir dans le système monétaire international constituent des menaces supplémentaires pour les monnaies des économies plus petites et moins développées. « Mais il est plus probable que les turbulences économiques entraîneraient une dollarisation accrue des économies », indique-t-on. Bon nombre de ces changements pourraient renforcer plutôt qu'affaiblir la domination du dollar.

Le piège du dollar

D'autres forces soutiennent la domination du dollar, en particulier la perspective de pertes s'il faiblissait. Les investisseurs étrangers, y compris les banques centrales, détiennent près de 8 000 milliards de dollars de dette publique américaine. Les obligations financières globales des États-Unis envers le reste du monde s'élèvent à 53 000 milliards de dollars. Les avoirs de la Chine en obligations d'État américaines, par exemple, vaudraient moins en renminbi. « Le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve dominante persistera probablement, même si son statut de monnaie de paiement s'érode », assure Eswar Prasad. Dans un avenir prévisible, même les détracteurs du dollar pourraient craindre une forte baisse de sa valeur, laissant le monde coincé dans un « piège du dollar ». Une perspective plus probable est un remaniement de l'importance relative des autres monnaies alors que le dollar conserve sa primauté. Plutôt que de faire tomber le dollar de son piédestal, les nouvelles technologies et les développements géopolitiques pourraient consolider sa position, conclut-il.

Noël Ndong

OFFRE D'EMPLOI – AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE

POSTE VACANT: (du 21 juin au 05 juillet 2022)

Computer Management Assistant (Administrateur Système Informatique)

EXIGENCES DU POSTE & COMMENT POSTULER

Merci de bien vouloir visiter le site web: <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/searchVacancies.hms> (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

NB:

La mission américaine à Brazzaville apprécie une main-d'œuvre d'origines, de cultures et de points de vue différents. Nous nous efforçons de créer un environnement accueillant pour tous et nous invitons les candidats de divers horizons à postuler.

Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

ETATS-UNIS / AFRIQUE

Un partenariat sans exploitation

Le secrétaire américain adjoint au Commerce, Don Graves, a plaidé, le 21 juin, pour un nouveau partenariat équitable avec les gouvernements des États africains.

Don Graves a fait la promesse aux Africains, mardi, d'« un partenariat ayant pour base le respect mutuel et sans exploitation ». Un discours que le secrétaire américain adjoint au Commerce n'a cessé de prononcer tout au long de sa tournée en Afrique de l'Ouest, la semaine dernière. D'Abidjan à Accra en passant par Dakar, il a plaidé auprès des dirigeants rencontrés pour un renforcement des échanges commerciaux avec le continent, actuellement estimés à cinquante milliards de dollars, moins que le rival chinois, qui a porté les siens à soixante-quatre milliards.

Plus d'électricité pour les ménages

Pour consolider la présence américaine, l'administration Biden mise sur des investissements dans les infrastructures et le secteur énergétique. Le diplomate américain a rappelé l'accord conclu il y a quelques jours pour construire des hôpitaux en Côte d'Ivoire ou encore le plan « Power Africa » pour fournir de l'électricité aux ménages.

Et pour attirer les investissements du secteur privé, inquiet de l'insécurité, Don Graves a souligné que la stabilité ne serait assurée qu'en soutenant les pays démocratiques. Enfin, sur la guerre en Ukraine, le diplomate américain a évoqué la volonté de Washington d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires et en engrais vers les pays africains, durement touchés par la crise.

J.M.L.

FORMATION

Une école pour les futurs dirigeants des partis

Le Parti communiste chinois a financé une école dédiée à la formation des futurs dirigeants des partis au pouvoir en Afrique, à hauteur de quarante millions de dollars, a rapporté le quotidien «South China Morning Post», le 21 juin.

Mwalimu Julius Nyerere Leadership School a accueilli, début juin, sa première promotion composée de 120 étudiants amenés à accéder aux plus hautes responsabilités au sein des partis au pouvoir dans six pays africains. Cette école a été implantée à Kibaha, une ville située à 40 km à l'ouest de la capitale tanzanienne, Dar es Salam. Elle a été construite par les partis au pouvoir de six pays africains que sont la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola. Le financement additionnel qui permettra son fonctionnement sur le long terme a été assuré par le Parti communiste chinois par l'intermédiaire de son département de liaison internationale, la section chargée de promouvoir

l'idéologie communiste chinoise à l'étranger et la diplomatie partisane.

Dans une lettre adressée à cette première promotion de l'établissement, le président chinois, Xi Jinping, qui occupe aussi le poste de secrétaire général du Parti communiste chinois, a formé le vœu de voir les futurs dirigeants des partis au pouvoir africains « contribuer activement au renforcement de l'amitié Chine-Afrique et faire progresser la coopération bilatérale ».

A l'instar de nombreux pays d'Afrique australe, la Tanzanie a été fortement influencée par le maoïsme et l'idéologie communiste chinoise dans les années 1960 et 1970, sous le règne du président Julius Kambarage Nyerere.

Cinq décennies plus tard, les échos du socialisme chinois se font encore entendre dans le pays comme dans de nombreux autres en Afrique. Des partis au pouvoir cherchent à s'inspirer du modèle de gouvernance économique et politique chinois, en permettant notamment à leurs dirigeants de participer à des « voyages d'études » en Chine à l'invitation de Pékin, selon South China Morning Post.

Le Parti communiste chinois a établi des relations avec cent dix partis politiques dans cinquante et un pays africains, d'après un « livre blanc » publié par Pékin lors du 8e forum sur la coopération sino-africaine tenu en novembre 2021, à Dakar, au Sénégal.

Josiane Mambou Loukoula



ECOLE DE MANAGEMENT
OSEZ L'EXCELLENCE

Management - Commerce international - Gestion - Finance - RH - Agrobusiness - Audit - Contrôle de Gestion
Communication et Événementiel - Management de la Qualité - logistique - Management du Sport
Créativité - Vente et Relation client - Banque - Assurance - Programme grande école - Management hôtelier
Management aéronautique et aéroportuaire - Management Énergie : Pétrole et Gaz
Environnement et Développement durable

☎ +225 33 849 36 77 ✉ info@ism.edu.sn 📍 +225 76 224 93 40 🌐 www.groupeism.sn

Groupe ISM, leader et pionnier de la formation en Afrique de l'Ouest !

INSCRIPTIONS
OUVERTES !

30

ans



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

**Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!**

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com

contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.



CONNECTEZ-VOUS À L'INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT ILLIMITÉ SPEED GRÂCE AU CRÉDIT NUMÉRIQUE DES MUCODEC



Dans le cadre de la mise en œuvre de son vaste plan stratégique « Transform », Congo Telecom poursuit le développement des partenariats avec diverses institutions financières pour renforcer son activité et ses différentes opérations.

C'est ainsi que l'opérateur historique s'est associé à la Fédération des MUCODEC pour sa nouvelle offre, le crédit numérique, une offre à la consommation destinée aux sociétaires de cette institution pour le financement annuel de leur abonnement internet SPEED.

Grâce au crédit numérique, les sociétaires de la fédération des MUCODEC peuvent désormais bénéficier d'un crédit à un taux de 0% pour financer leur abonnement annuel internet illimité SPEED de Congo Telecom.

Souscrire au crédit numérique c'est aussi bénéficier des avantages suivants :

- Une remise de 10% sur un abonnement annuel SPEED (de 12 Mbps à 100 Mbps)
- Un montant maximum de crédit s'élevant à 2.000.000 FCFA
- Un kit matériel gratuit (câble + modem wifi)

Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous rapprocher des agences Congo Telecom ou de votre gestionnaire de crédit MUCODEC.

Pour plus d'infos, contactez-nous via les canaux ci-dessous :

 Congo Telecom : 22 22 /  Mucodec : 06 987 90 00



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le Burkina Faso crée des «zones militaires»

Le président de la transition au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, a décidé de la création de deux «zones d'intérêt militaires», dans le nord du pays, afin de lutter contre les violences djihadistes meurtrières.

Le 21 juin, le président du Burkina Faso a réuni le Conseil supérieur de défense nationale (CSDN) « autour de la situation sécuritaire toujours préoccupante » dans le pays, « en dépit des efforts déployés par les forces de défense et de sécurité dans la lutte contre le terrorisme », a déclaré le commandant des opérations du théâtre national, le lieutenant-colonel Yves Didier Bamouni.

« Le CSDN a décidé de la création de deux zones d'intérêt militaires notamment dans les régions de l'est et du Sahel (nord) », a-t-il indiqué, précisant que cette décision a été prise « pour plus d'efficacité dans les épreuves de lutte contre l'hydre terroriste ». Les zones concernées sont une partie de la province du Soum



Le président du Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, est entouré de soldats, alors qu'il arrive pour motiver ses troupes, après que des hommes armés ont tué des civils et des militaires au cours du week-end à Seytenga, à l'aéroport de Dori, Burkina Faso le 15 juin 2022. via REUTERS - BURKINA FASO'S PRESIDENTIAL PRES

(nord), frontalière avec le Mali et les réserves protégées entre Pama et le parc du W à l'est du pays, réputées pour être des repaires de djihadistes. Dans ces secteurs, toute activité ou présence humaine sera interdite au risque de s'exposer « aux opérations

militaires qui y seront conduites sous peu », a précisé le lieutenant-colonel Yves Didier Bamouni. Ces annonces interviennent dix jours après le massacre de Seytenga (nord) où quatre-vingt-six civils ont été tués par des djihadistes, une des

pires tueries de l'histoire du pays. Le CSDN a également décidé de la création d'une brigade de veille et de défense patriotique qui va regrouper l'ensemble des volontaires pour la défense de la patrie, des supplétifs civils déjà engagés dans la lutte anti-djihadiste.

diste dans les différentes communes du pays.

Le lieutenant-colonel Bamouni a aussi prévenu que tout membre des forces armées qui abandonnerait sa position ou son matériel « s'exposera à des poursuites disciplinaires et pénales ». Le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences, attribuées à des mouvements armés djihadistes affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, qui ont fait des milliers de morts et 1,9 million de déplacés.

Fin janvier, le lieutenant-colonel Damiba a renversé Roch Marc Christian Kaboré, accusé d'avoir été incapable d'enrayer la violence djihadiste, et fait du rétablissement de la sécurité sa « priorité ».

Josiane Mambou Loukoula

INFORMATION A LA CLIENTELE

Pour cause d'inventaires, les caisses du réseau de la Banque Postale du Congo (BPC) y compris celles situées dans les résidences fiscales seront fermées le **30 juin 2022** à partir de **12h00**.

Les caisses ré ouvriront aux heures habituelles dès le **1^{er} juillet 2022**.

La Banque Postale du Congo vous prie de bien vouloir accepter ses excuses pour le désagrément causé.

LA DIRECTION GENERALE



Notre ambition : votre réussite

PRÉSENTATION DÉDICACE
CE 23 JUIN 2022 - LIBRAIRIE
LES MANGUIERS - 14 H

A l'occasion de la parution des ouvrages intitulés "Code des hydrocarbures du Congo" 2019 et "Précis de sous traitance au Congo, nouvelle réglementation de la sous traitance pétrolière" 2020 aux éditions Edilivre et Publibook (France), Maître Roland BEMBELLY, Docteur en Droit (Paris X), Avocat à la Cour, et Monsieur Annicet Cyriaque NASSY PRATT, Diplômé en droit des affaires (Université Bordeaux IV), consultant au Cabinet JUF CONSULTING, vous prient de bien vouloir prendre part à la séance Présentation - Dédicace qui se tiendra dans les locaux des Dépêches de Brazzaville.

Date : 23 juin 2022
Heure: 14 heures.
Contacts: 05 749 15 17/ 06 688 62 79
06 648 64 53/05 525 02 33
rolandbembelly@yahoo.fr
annicetmonapratt@gmail.com
Merci de confirmer votre présence par mail ou par téléphone.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

JOURNÉE MONDIALE DE LA DRÉPANOCYTOSE

L'ONG « Ma famille en or » réhabilite la salle d'urgence du CMMASS

L'ONG est venue en aide au Centre de médecine mixte d'anémie SS (CMMASS) appelé communément « Centre Mabanga », à Yolo Sud, dans la commune de Kalamu, en réhabilitant sa salle d'urgence afin de permettre aux malades d'être pris en charge dans de bonnes conditions d'hébergement.

La remise du don est intervenue le 18 juin en prévision de la Journée mondiale de lutte contre la drépanocytose. Et ce, en présence des responsables du centre et de quelques membres de Ma famille. Pour Mireille Kumbazi, cette réhabilitation a consisté au renouvellement de la toiture, des plafonds, de la peinture, à l'élargissement de la salle pour éviter la promiscuité et au cloisonnement pour assurer l'intimité entre malades lors de l'administration des soins.

Au nom des membres de la structure, elle s'est dite heureuse de poser cet acte pour redonner le sourire aux malades, avant de promettre de revenir prochainement pour répondre à d'autres besoins qui touchent cette structure médicale. Mireille Kumbazi a aussi remercié les personnes de bonne volonté qui ont soutenu l'appel de MFOR lancé à travers un go found me qui a permis de mobiliser les fonds pour appuyer la réhabilitation de la salle d'urgence de l'hôpital Mabanga.

Réjoui par ce geste, le médecin directeur adjoint du CMMASS, le Dr Bobo Misengele a, au nom du directeur général de cet hôpital, remercié l'ONG Ma famille en or, soulignant que cette réhabilitation vient à point nommé, car le centre accueille beaucoup de malades qui désormais vont vivre dans de bonnes conditions. Il a indiqué, par ailleurs, que le CMMASS est un département du ministère de la Recherche scientifique et c'est l'unique structure publique qui traite les drépanocytaires, tout en s'estimant heureux de constater qu'avec la prise en charge des malades dans cet hôpital, la vie est garantie.

Il sied de rappeler que « Ma famille en or », qui est à sa deuxième année d'existence, n'est pas à sa première action sociale, elle est venue déjà à la rescousse de plusieurs orphelinats, notamment l'orphelinat C'est mon secret, la compassion, Bana aya Kivuvu où les membres ont posé des gestes du cœur pour soulager des nécessiteux.

Blandine Lusimana

INVESTISSEMENT

La RDC enfin notée par Bloomfield

Le pays vient d'obtenir sa première notation financière souveraine en monnaie locale auprès de Bloomfield, une agence de grande renommée internationale. Les analyses de cette agence ont pris en compte la note « BBB avec une perspective stable à long terme » et la note « A2 avec une perspective stable à court terme ». Pour les autorités congolaises, il s'agit tout simplement de la reconnaissance des efforts consentis dans la stabilité et le meilleur contrôle des agrégats macro-économiques.

Tout est parti visiblement de la bonne évolution des notes d'investissement de la République démocratique du Congo (RDC) au cours des dernières années. Outre les notes BBB et A2 de Bloomfield, l'agence Moody's a décidé à son tour, en octobre 2021, de changer la perspective de notation du pays de « Caal perspective stable » à « Caal perspectives positive » en vue d'un éventuel rehaussement de la notation. Quelques mois plus tard, en janvier 2022, c'est l'agence Standard & Poor qui a rehaussé la notation de la RDC de « CCC+ Perspective positive » à « B Perspective stable ». Ces succès antérieurs ont inspiré profondément les analyses de l'agence Bloomfield investment corporation qui vient ainsi de répondre favorablement à la sollicitation congolaise de se doter des notations en monnaie locale. En effet, le 20 juin dernier, il y a eu une cérémonie officielle à Kinshasa pour cet événement, en présence du ministre des Finances, Nicolas Kazadi, et de la gouverneure de la Banque centrale du Congo,

Malangu Kabedi Mbuyi.

La RDC rejoint d'autres pays africains comme le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal qui ont entrepris la même démarche auprès de l'agence. Pour les non-initiés, les facteurs de protection appropriés visent généralement à assurer des investissements prudents. En allant plus loin dans ses analyses, Stanislas Zeze, le président directeur général de Bloomfield a relevé quelques paramètres qui jouent en faveur d'une notation sur le long terme de la RDC. Dans la foulée, il a cité le Plan d'action 2021-2023 très ambitieux, le Plan de réformes en profondeur des finances publiques, l'endettement public modéré et l'endettement extérieur à forte composante concessionnelle pour maintenir des coûts faibles de la dette.

Par ailleurs, sur le court terme, le même rapport indique la certitude d'un remboursement en temps opportun. « Les facteurs de liquidité et les éléments essentiels des sociétés sont sains. Quoique les besoins de financement en cours puissent ac-

croître les exigences totales de financement, l'accès aux marchés des capitaux est bon », précise-t-on. Par conséquent, Stanislas Zeze a confirmé que les facteurs de risque de l'économie nationale sont estimés « minimes ».

Toutefois, le rapport s'est étendu également sur quelques facteurs-clés liés à la fragilité de la qualité des crédits. Il fait clairement allusion à une stabilité de l'économie relative à la pression de la dollarisation, un risque de change important sur la dette publique extérieure, un niveau d'investissements publics qui reste à améliorer, d'autres défis liés au social et à la santé, et des risques sécuritaires et politiques. Dans l'ensemble, le pays s'en sort plutôt bien. Les résultats restent « satisfaisants et encourageants », a insisté le ministre des Finances, Nicolas Kazadi. La plus grande recommandation de Bloomfield à la RDC est la poursuite des efforts pour l'amélioration du niveau et de la qualité de l'investissement public.

Laurent Essolomwa

FORÊTS

Vente imminente de concessions forestières de conservation

Des arrêtés de cession de concession forestière vont être pris à l'issue des travaux de la commission de révisitation de tous les contrats forestiers mise en place par le gouvernement.



La vice-Première ministre et ministre en charge de l'Environnement et du Développement durable, Eve Bazaïba Masudi, a annoncé le début imminent de la cession des concessions forestières de conservation. Cette décision du gouvernement congolais a été annoncée au cours d'une réunion tenue le 21 juin à Kinshasa avec la société civile sur les préparatifs liés à l'organisation de la pré-COP 27.

A en croire Eve Bazaïba, des arrêtés de cession de concession forestière seront pris à l'issue des travaux de la commission de révisitation de tous les contrats forestiers mise en place par le gouvernement.

Cette rencontre a également été l'occasion pour la vice-Première ministre de faire savoir que depuis qu'elle est à la tête de ce département, elle n'a jamais signé un seul arrêté de cession d'une concession forestière. « Quand j'étais à la COP 27, j'ai vu dans les réseaux sociaux des gens m'accuser d'avoir vendu des concessions forestières. Et pourtant, plus de 365 jours depuis que je suis là, je n'ai jamais signé un seul arrêté de cession de concession forestière, ni d'exploitation ni de conservation », a-t-elle souligné. Elle a annoncé que pour la conservation, elle va commencer à signer après le rapport de la commission de révisitation de tous les contrats.

Selon des sources proches de ce ministère, le lancement des travaux de cette commission, constituée de vingt-trois membres issus de plusieurs ministères et services étatiques, a eu lieu le 14 juin dernier. Son rapport global est attendu dans trois mois.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

Congo Peace Network condamne la reprise des violences

Ouvrant pour la paix et la cohabitation pacifique à travers l'éducation civique et la promotion des droits humains, Congo Peace Network a condamné, le 20 juin dernier à Goma, la reprise des violences dans la province du Nord-Kivu et attire l'attention du gouvernement, ainsi que de la communauté internationale sur la situation humanitaire précaire des personnes déplacées internes.

Congo Peace Network a rappelé, à travers son coordonnateur national, Ghislain Kisenge, que c'est depuis trois décennies que la population des provinces de l'est vit dans l'insécurité et la pauvreté à cause des guerres d'agression, ainsi que des activités des groupes armés locaux et étrangers. « En dépit de la présence en RDC depuis près de vingt ans d'une force de maintien de la paix des Nations unies, les zones d'insécurité et d'instabilité ne cessent de se multiplier avec la multiplication des groupes armés dont les raisons sont dues aux échecs de processus de démobilisation, de désarmement, de rapatriement et de réinsertion des combattants des groupes armés locaux et étrangers ainsi qu'à l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes graves des droits humains, comme c'est le cas avec le rapport mapping des Nations unies sur les crimes commis en RDC », a regretté ce réseau.

La conséquence de la politique de l'impunité

Pour Congo Peace Network, la récente résurgence du Mouvement

du 23 mars (M23) et ses actions hostiles contre les Forces armées de la République démocratique du Congo et la population civile est la conséquence de la politique de l'impunité appliquée en faveur des groupes armés depuis le processus de Sun-City, en Afrique du Sud. C'est dans cette optique que Congo Peace Network voulait voir inscrite sur l'agenda des discussions de Nairobi entamées avec les groupes armés de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu, la lutte contre l'impunité des violations graves des droits humains, dont les déplacements forcés de la population civile.

Ce réseau attend que le gouvernement de la République mette la lutte contre l'impunité des violations graves des droits humains au centre de tout processus politique pour restaurer la paix dans les provinces de l'Est, notamment celles de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu. L'exécutif national est appelé aussi à créer les chambres mixtes spécialisées, en collaboration avec les Nations unies, pour poursuivre les auteurs des crimes du rapport mapping et ceux commis postérieurement, en vue de lutter contre l'impunité des violations des droits humains et contribuer à construire un processus de paix crédible qui va contribuer à res-

taurer la paix et la cohésion sociale à travers le pays.

La population congolaise est-elle, exhortée à rester mobilisée contre les acteurs multiples de la guerre et de la violence qui menacent la cohésion sociale au sein des communautés locales et cherchent d'en tirer profit pour accomplir leurs agendas politiques et criminels. Elle est invitée à dénoncer les appels à la haine et à la stigmatisation sur la base ethnique et tribale qui sont les outils de propagande de ceux qui profitent de l'économie de la guerre et des violences qui endeuillent l'est du pays ; et s'abstenir de tout acte de nature à porter atteinte à la vie et à la dignité humaine.

En outre, les Nations unies et l'Union africaine sont invitées à soutenir et appuyer la mise en place des chambres mixtes spécialisées pour poursuivre les auteurs des crimes du rapport mapping et ceux commis postérieurement, en vue de lutter contre l'impunité des violations des droits humains et contribuer à construire un processus de paix crédible qui va restaurer la paix et la cohésion sociale à travers le pays.

Lucien Dianzenza

INTERVIEW

Hubert Mahela : « Tant que je pourrai, je continuerai, je resterai là »

Co-fondateur du Centre de ressources de solidarité artistique et artisanale (Crsoa), dénommé Espace masolo, quoique résidant en France depuis quelques années, le comédien-conteur et marionnettiste travaille toujours pour les intérêts du Centre d'encadrement des enfants de la rue qu'il tient pour un engagement à vie voilà dix-neuf ans. Il en parle dans cet entretien avec «Le Courrier de Kinshasa».

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Résidant en France depuis plusieurs années, vous participez à l'inauguration l'Espace masolo. Vous y êtes toujours si attaché ?

Hubert Mahela (H.M.) : Je ne suis pas là seulement le jour de l'inauguration. J'étais là en janvier et mars, en mission spéciale pour l'achat de cette parcelle : chercher, trouver et acheter ce lieu. Le projet date de 2006, nous avons enfin réussi à trouver les moyens avec le soutien des partenaires étrangers, notamment d'Allemagne, de France et de Belgique. Avec l'équipe de Kinshasa, nous avons trouvé le lieu et là, je suis avec ma famille. Mes enfants ont également joué, ils n'ont pas été dans la rue mais ont appris la musique à côté des enfants de la rue encadrés à l'Espace masolo. Comme je l'étais ici autrefois, en France, je continue à être comédien, conteur, marionnettiste et intermittent de spectacle. Tous les ans, je viens à l'Espace masolo, toutes les semaines j'échange avec l'équipe parce qu'ici à Kinshasa, il n'y a pas de modèle. A la création, j'étais le coordinateur des activités. Les jeunes Gabriel, Mando que nous avons accompagnés enfants suivent les orientations données à travers nos échanges réguliers. Je reste toujours présent à l'Espace masolo, que je sois ici ou là-bas.

L.C.K. : L'Espace masolo semble maintenant un engagement à vie, quelle place lui accordez-vous ?

H.M. : Il prend la place qu'il devrait avoir dans la vie de tout Congolais. À la naissance de cet espace, Malvine Velo, Lambert Mousseka et moi avons rencontré des personnes, à l'instar de la communauté Emmaüs de Strasbourg qui proposait de nous soutenir. Mais nous avons décidé



Hubert Mahela posant devant des têtes de marionnettes géantes de l'Espace masolo/Adiac

qu'avec ou sans moyens, nous allions fonctionner. Dès le début des activités, il fallait travailler à fond comme bénévoles, sans regarder l'heure, le temps passer. Être là avec les enfants, les accompagner, les soutenir. Je crois que c'est cela ma part de solidarité. Et, aujourd'hui, je ne passe pas une semaine sans m'entretenir avec l'équipe d'ici ni sans parler d'eux à l'extérieur. C'était important que j'y vienne en famille. Mon fils a appris la musique, d'autres enfants sont intermittents de spectacle, non pas pour suivre le père mais parce qu'il a vu d'autres enfants de la rue faire. L'Espace masolo a la place qu'il lui faut dans mon cœur. Tant que je pourrai, je continuerai, je resterai là prêt à accueillir les nouveaux venus.

L.C.K. : Dix-neuf ans plus tard, avez-vous senti les choses bouger, êtes-vous

satisfait des résultats ?

H.M. : Les choses bougent beaucoup, mais cela ne se fait pas de la même façon pour toutes les disciplines. J'ai échangé avec les jeunes sur la baisse au niveau de la pratique de la marionnette. Pour la musique, c'est différent, ça progresse, c'est l'une des activités qui émergent. Et, en ce qui concerne l'engagement des jeunes, quand nous avons trouvé le lieu, c'est un ancien enfant de la rue qui a signé à la banque pour l'achat de la parcelle. Cela symbolise le progrès. Nous l'avons pris sous notre aile alors qu'il était en quatrième primaire, il a obtenu son diplôme et achevé ses études supérieures. Aujourd'hui, voir l'Espace masolo être géré par les jeunes, c'est un grand progrès. Je leur dis, en réunion ou individuellement, que l'Espace masolo c'est leur affaire. Nous ne devons pas garder des pensées archaïques, se faire prévaloir comme fondateur.

Ainsi, la parcelle n'est ni au nom de Malvine ni au mien, elle a été achetée pour l'Espace masolo et tous savent que c'est notre bien à tous. Parce que nous leur faisons confiance, ils doivent y veiller afin qu'un jour quand nous ne serons plus là, ce centre continue à vivre. Un médecin, en France, a évalué l'impact de nos activités et estimé que nous sortions deux enfants de la rue tous les ans. Mine de rien, c'est très positif.

L.C.K. : Quelle est la prochaine étape après l'acquisition de cette parcelle ?

H.M. : Nous avons d'abord construit avec des tôles pour ne plus avoir à payer de loyer. Il n'arrêterait pas de doubler à chaque fois là où nous étions. La prochaine étape, c'est que l'équipe s'installe vraiment, se pose bien dans le quartier, soit connue et découverte. Voir les activités se développer, qu'elles soient béné-

ficiques pour nos jeunes mais aussi pour les habitants du quartier car il n'y a pas de centre culturel par ici. Aucune salle de spectacle ni de cinéma. Nous espérons, avec le soutien du Centre Wallonie-Bruxelles, la Halle de la Gombe, d'autres opérateurs culturels locaux, organiser plusieurs activités dont des expositions. Fonctionner comme l'unique centre culturel dans le secteur. La construction en tôles est provisoire. Nous pensons monter un projet et solliciter l'aide des partenaires, de structures locales ou de l'extérieur pour construire en dur tout en gardant notre identité et nos objectifs.

L.C.K. : Comment définissez-vous votre identité et vos objectifs ?

H.M. : L'identité de l'Espace masolo, c'est la solidarité artistique et artisanale. Nous avons appris à faire le théâtre à l'école, mais ce n'est pas le cas de tous les fondateurs. Plusieurs artistes d'ici, mais aussi de l'extérieur, notamment de Brazzaville, de France, d'Allemagne et de Belgique sont intervenus formant une grande chaîne de solidarité. C'est un aspect important qui devrait perdurer. L'identité, c'est aussi de faire confiance à ces jeunes, les voir grandir et trouver leur voie dans l'art ou l'artisanat à travers des activités qu'ils pratiquent. L'identité et les objectifs, c'est de continuer à exercer et essayer de faire développer la pratique de la marionnette dans la ville, le pays. Par ailleurs, notre objectif n'est pas de faire de tous les enfants qui viennent ici des professionnels de l'art. Mais plutôt qu'ils arrivent à se réinsérer, retourner dans leurs familles ou se prendre en charge.

Propos recueillis par Nioni Masela

ROYAUME-UNI

Nomination d'une nouvelle émissaire pour la Corne de l'Afrique et la mer Rouge

Le Royaume-Uni a nommé la diplomate Sarah Montgomery émissaire pour la Corne de l'Afrique et la mer Rouge, région stratégique en proie à des crises sécuritaires et humanitaires.

Ancienne responsable de la section «Golfe, Yémen et Iran», au secrétariat à la Sécurité nationale, Sarah Montgomery aura le rôle de mener l'action britannique face à l'activité internationale dans la région de la mer

Rouge, de discuter avec les acteurs-clés des deux rives de la mer Rouge et au-delà, indique le gouvernement britannique.

La Corne de l'Afrique occupe une position stratégique face à la péninsule ara-

bique et au golfe d'Aden, au carrefour de la mer Rouge et de l'océan indien. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis sont devenus des acteurs sécuritaires et économiques majeurs dans la Corne. Trois pays de la région - Kenya, Somalie, Ethiopie - connaissent actuellement une très grave crise humanitaire due à une sécheresse d'une du-

rée inédite. En Ethiopie, acteur majeur de la région, un conflit armé oppose depuis novembre 2020 le gouvernement fédéral à des rebelles de la région septentrionale du Tigré et le pays est fracturé par divers conflits locaux.

A noter que les Etats-Unis se sont dotés depuis avril 2021 d'un envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, suivis en février dernier par

la Chine. L'envoyé spécial chinois dans la Corne de l'Afrique, Xue Bing, a affirmé mardi, à Addis Abeba, que Pékin entendait jouer un rôle plus important en matière de paix et de sécurité dans la région où la Chine a massivement investi dans les infrastructures et où elle possède une base militaire, à Djibouti.

Julia Ndeko avec AFP

CONCERT DE MUSIQUE

Le groupe Karpatt régale le public à l'IFC

A travers un concert show, le groupe de musique Jazz Manouche, rock et chansons françaises, accompagné du Chœur Crédo, Muleck et de la Compagnie Sama, a régalié les spectateurs à l'Institut français du Congo (IFC), la semaine dernière, en présence de l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau.

Fred Rollat, Hervé Jegousse et Gaëtan Lerat ont épaté les spectateurs à travers un répertoire riche et bien fourni, à l'instar des chansons comme «Soulève ta jupe» qui ont galvanisé la grande salle de l'IFC. Accompagnés du Chœur Crédo, Muleck et de la Compagnie Sama, les spectateurs métissés se sont régaliés par des morceaux de ces groupes. Pendant plus de deux heures, le groupe Karpatt et les groupes Chœur Crédo, Muleck ainsi que la Compagnie Sama, ont mis le public en haleine. C'est avec autant de chagrin que ce groupe a quitté le Congo pour regagner la France, précisément Bordeaux, avant de prendre d'autres directions pour d'autres concerts, notam-



Les artistes du groupe Karpatt accompagnés du Chœur Crédo, Muleck et de la Compagnie Sama/Adiac

ment dans le sud de la France où il a joué à Avignon, avant de se rendre à Leipzig, en Allemagne, pour prêter à l'occasion de la fête de la musique. Cependant, le groupe Karpatt, à travers Fred Rollat, Hervé Jegousse et Gaëtan Lerat, rêve de revenir à Brazzaville l'an prochain pour un projet d'enregistre-

ment d'un album en collaboration avec les musiciens qu'ils ont rencontrés, avec l'aide de l'IFC. Ils ont saisi également l'occasion pour remercier l'ambassadeur de France au Congo, François Barateau, et le directeur délégué de l'IFC, Régis Ségala. Constitué de Fred Rollat, auteur-compositeur, guitare lead chant ; Gaëtan Le-

rat, guitare, chant ; et Hervé Jegousse, contrebasse, basse, chant ; le groupe Karpatt se promène et fait voyager ses chansons depuis plus d'une vingtaine d'années. En vingt ans, il a pu en faire du chemin, des salles parisiennes aux plaines du Kazakhstan en passant par le off du carnaval de Venise, des festi-

vals Ardechois aux plages indonésiennes, du froid du chaud nord aux chaleurs de l'Amérique centrale. Vingt ans de musique, de rencontres, d'amitié et de concerts à rallonges que ces artistes, à travers leur groupe, n'ont toujours pas appris à arrêter. C'est donc vingt ans de tournée, ou plutôt une tournée qui dure depuis vingt ans. Des tournées à l'étranger ; Suisse, Allemagne, Chili, Costa Rica, Honduras, Belgique, Biélorussie, Lettonie, Slovaquie, Indonésie, Lituanie, Salvador, Panama... Notons que le groupe Karpatt entrera au studio courant le mois de juillet, pour l'enregistrement d'un nouvel album de douze titres intitulé « En escale ».

Bruno Okokana



Avis de Recrutement : un consultant (Bureau d'étude / Architect) pour mener des études avant-projet sommaire (aps), réaliser un avant-projet détaillé (apd) pour la construction d'un entrepôt avec bureaux à Mossaka.

Intitulé du projet : Projet de Renforcement de la résilience des populations et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo (projet GRC). Financement du DG ECHO.).

Supervision générale : **Chef de délégation**
 Supervision fonctionnelle : **Chef de projet**
 Durée de prestation : **1 mois**
 Localisation : **Congo – Mossaka**

Résumé du projet :

La fréquence des risques de catastrophes, favorisés par les aléas naturels qui sont pour la plupart, hydro météorologiques devient de plus en plus menaçante pour le Congo. C'est ainsi que la Croix Rouge Française a initié une action et a obtenu un financement de la DG ECHO à hauteur de 1,6 millions d'euros pour mettre en œuvre un projet intitulé Renforcement de la résilience des populations et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo d'une durée de 21 mois à compter du 1er juillet 2021. Ce Projet vise à renforcer les capacités de coordination du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire (MASAH) dans la réponse aux risques de catastrophes et aux inondations en particulier. Pour se faire, en plus des actions de renforcement au niveau central, les capacités des acteurs clefs qui appuient le Ministère dans la GRC, seront renforcées en matière de prévention, préparation et réponse aux catastrophes et spécifiquement aux risques d'inondations : les communautés et institutions publiques locales (Mairie et Sous-Préfectures) au niveau du département de la Cuvette et la Croix-Rouge congolaise, auxiliaire des pouvoirs publics. Le projet cible donc les populations du corridor fluvial dans le département de la Cuvette, qui subissent les conséquences de crues régulières du fleuve

Congo, et des quartiers périphériques de la ville de Brazzaville sujets aux aléas climatiques saisonniers, inondations et glissements de terrain, du fait des inondations et des pluies violentes. C'est dans le cadre de ce Projet que nous réalisons une enquête sur les comportements attitudes et pratiques des communautés en matière de gestion des catastrophes.

Dans le cadre de ce projet la Croix-Rouge Française en partenariat avec la Croix-Rouge congolaise prévoit la construction d'un entrepôt sur la commune de Mossaka dans le département de la Cuvette. A ce titre nous recherchons un consultant (Bureau d'étude/Architecte) capable de proposer les éléments suivants :

- Esquisse
- Avant-Projet Sommaire (APS) ;
- Avant-Projet Définitif (APD) ;
- Etudes de Projet et Dossier de Consultation des Entreprises (PRO) ;
- Assistance apportée au Maître de l'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Le projet comprend :

- Un entrepôt d'une surface de 75 m2 de stockage et 75 m2 pour un espace de préparation de commande
- Un espace de bureaux (2 bureaux de 2 personne et une salle de réunion de 15 personnes)
- Un espace de sanitaire
- Un espace de stationnement pour un véhicule

Pour avoir les Termes de référence complet merci de manifester votre intérêt en envoyant un mail à log-oyo.frc@croix-rouge.fr avec en copie dr-congo.frc@croix-rouge.fr et log-congo.frc@croix-rouge.fr avec la présentation sommaire de votre Bureau d'étude ou de votre profil (CV). Après étude de votre profil, si favorable, les Termes De Référence (TDR) vous seront envoyés pour vous permettre de préparer votre offre.

Merci de manifester votre intérêt avant le 30 Juin 2022 à 16H

FÊTE DE LA MUSIQUE ET DE LA SAPE

Cinq scènes pour plus de mille artistes

Après deux ans d'interruption à cause de la pandémie de coronavirus, la quarantième édition de la fête de la musique a été célébrée avec éclat, le 21 juin, à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville. Les artistes et le public ont été enthousiasmés.

Joie, gaieté et bonne humeur, voilà à peu près les mots qui décrivent l'ambiance qui a prévalu le 21 juin dernier à l'IFC, lors de la quarantième célébration de la fête de la musique qui a réuni un public chaleureux. L'événement a donné l'occasion aux artistes et groupes de tous genres musicaux de s'exprimer à travers l'art qui adoucit les cœurs et les mœurs. Tour à tour, ils ont fait valoir leurs créativité en démontrant leur savoir-faire sur cinq scènes érigées sur le parvis, à la cafèt', au hall, au jardin et dans la salle Savorgnan.

Du côté des artistes, hommes comme femmes, tous ont laissé une empreinte savoureuse à cette commémoration. La diversité musicale et la prestance scénique ont été bel et bien au rendez-vous avec des shows consacrés à la rumba, au folklore, au slam, au reggae, aux DJ, au rap, à la salsa, au jazz, aux percussions. Au nombre des surprises cette année, on note le gospel et le kilombo, deux genres religieux qui ont séduit le public. A côté de cela, le groupe des autochtones de la Sangha, « Lingoli », a également émerveillé le public avec ses sonorités issues de la forêt. « Nous sommes dans la joie parce que la fête de la musique nous a beaucoup manqué. Le coronavirus nous avait privé de cette fête, la revoilà ! Alors, on danse, on est en mouvement,



Le groupe Fantastique de passage sur scène dans la salle Savorgnan/Adiac

c'est la musique qui nous fait bouger, quand il n'y a pas de musique, on ne peut pas danser », ont indiqué la plupart *nourrit et qui nous fait vivre. Assister une fois de plus à cette fête de la musique est une manière de soutenir et d'encourager ceux qui exercent le métier au Congo* *face à un public réactif. Que vive la culture ! », a confié Dinel Desouza, cinéaste congolais. A un autre spectateur*

« La musique est un art qui nous nourrit et qui nous fait vivre. Assister une fois de plus à cette fête de la musique est une manière de soutenir et d'encourager ceux qui exercent le métier au Congo et à travers le monde. Et de sur quoi, cette quarantième célébration de l'événement, ce soir à l'IFC, est magnifique avec une panoplie d'artistes, jeunes comme anciens, qui prestent avec beaucoup d'enthousiasme face à un public réactif. Que vive la culture ! »

des artistes interrogés lors de cette soirée. « Journée dédiée au chant et à la musique et non aux discours »

Le public venu nombreux s'est laissé emporter au rythme des sublimes prestations des artistes au programme. « La musique est un art qui nous

rager ceux qui exercent le métier au Congo et à travers le monde. Et de sur quoi, cette quarantième célébration de l'événement, ce soir à l'IFC, est magnifique avec une panoplie d'artistes, jeunes comme anciens, qui prestent avec beaucoup d'enthousiasme

d'ajouter: « il y a vraiment du show, la musique nous unit, les hommes peuvent se séparer mais la musique jamais. Cette fête se célèbre dans 120 pays au monde. Vive la fête de la musique ».

De passage à l'IFC pour célébrer avec les artistes, le

ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, a indiqué que « cette journée de la fête de la musique n'est pas dédiée aux discours mais plutôt au chant, à la danse et à la sublimation de la musique », avant d'exhiber effectivement quelques pas de danse avec le public et jouer au tam-tam, tout en souhaitant une bonne fête à tous.

A l'instar de la musique et la danse, le défilé de mode a, entre autres, permis aux sapeurs de démontrer et honorer leur art. La scène Kiabi, quant à elle, a servi de cadre, dans un premier temps, aux artistes urbains en herbe, et dans un second au défilé de mode. Toujours au cours de cette soirée exceptionnelle, la cafèt' s'est transformée, le temps de cette célébration, en véritable cabaret où, au rythme des musiques urbaines, notamment latino-américaines, le public s'est exhibé, bougeant la tête en lançant quelques couplets autour d'une boisson rafraîchissante et des discussions savoureuses.

Difficile de dire à quelle heure s'est close la soirée, tellement que le public n'a pas été fatigué de chanter, danser, prendre un pot, papoter et rire aux éclats. A titre de rappel, la fête de la musique a été créée en 1982 et elle se célèbre partout dans le monde, le 21 juin de chaque année.

Rosalie Bindika et Merveille Atipo

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les choses sérieuses commencent

La compétition a repris ses droits après deux années d'interruption due à la covid 19. Les deux tours préliminaires ayant laissé la place à l'une des étapes les plus déterminantes. Les seizièmes de finale qui se joueront respectivement les 29 et 30 juin sont marquées par l'entrée en lice des équipes de Ligue 1.

Le tirage au sort est à la portée des équipes de la Ligue 1, mis à part le match couperet qui opposera les clubs d'élite, notamment l'Interclub face à Patronage Sainte-Anne. L'un d'eux quittera la compétition à cette étape qui, par le passé, réservait énormément des surprises. L'Etoile du Congo, tenante du titre, affrontera l'Etoile de Talas au stade de Kintélé.

Finaliste de la dernière édition, l'AS Otohô se rendra le 30 juin à Ewo pour y affronter le FC Avenir de la localité. Les Diables noirs resteront à Brazzaville pour négocier leur qualification face à l'AS Cyrina, alors que le Club athlétique renaissance aiglons sera reçu par le Real impact. L'AS BNG jouera contre Red star. La Jeunesse sportive de Talangai en découvrira avec l'Etoile

junior. Le FC Racine hérite du FC Racine. Au complexe sportif de Pointe-Noire, CS Sersy recevra Nico-Nicoyé avant Fleur du ciel- V Club Mokanda. Munisport affrontera le FC Nathalys puis Inter club de Pointe-Noire. Au stade Paul Sayal Moukila, l'AC Léopards de Dolisie recevra Interclub de Nkayi. A Sibiti, Régies financières en découvriront avec Interclub de Doli-



L'Etoile du Congo remet son titre en jeu deux ans après/Adiac

sie. A Impfondo, le FC Leader recevra AS JUK.

Les vainqueurs de toutes ces affiches accèderont en huitièmes de finale qui se joueront comme les seizièmes en

aller simple. La finale se disputera, le 14 août, dans le cadre des festivités marquant le 62e anniversaire de l'indépendance du Congo.

James Golden Eloué

FÊTE DE LA MUSIQUE

La soirée déportée dans le quartier populaire

Bien que déportée à Nkombo, un quartier situé dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, la soirée musicale à l'occasion de la fête internationale de la musique, le 21 juin, n'a pas suscité l'adhésion massive du public.

Tout comme à l'accoutumée, le Congo n'est pas resté en marge de la célébration de la quarantième édition de la fête internationale de la musique. Cependant, si à l'Institut français du Congo (IFC) l'événement a été célébré avec faste, cela n'a pas été le cas dans les autres sites, notamment ceux de l'esplanade du Centre national de radio-télévision nationale (CNRTV) et du boulevard des Armées général Alfred-Raoul. Dans ces deux sites, la qualité musicale a été bien appréciable, une bonne résonance musicale, superbement bien interprétée par les artistes sur scène, mais le public n'a pas répondu présent tel que les organisateurs s'y attendaient.

Il est 20h, lorsque le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, arrive à l'esplanade du CNRTV, après avoir passé quelques instants à l'IFC et au boulevard des Armées général Alfred-Raoul. Tout comme dans ces deux précédents sites, Dieudonné Moyongo n'a pas tenu de discours, sinon que délivrer ce petit message : « Nous ne sommes pas venus faire un discours parce qu'aujourd'hui c'est la fête de la musique. Nous sommes venus sublimer la musique qui est l'art le plus populaire. Ça veut dire que nous sommes venus danser, chanter ici à l'esplanade de Nkombo ». Après ces mots, le ministre a exhibé quelques pas de danse au rythme du groupe Moyes authentique (sur



Le ministre sur le podium avec le groupe Moyes authentique au site de Nkombo (crédit photo/Adiac

scène à l'arrivée du ministre). Outre ce groupe, à l'esplanade de Nkombo, se sont produits tour à tour Les Guerriers du Christ, Goshen & Zoé, Kadhafi Santos, Vini Balthazar, soeur Lisette Koulous, Master man, Big Bogen, Jay Maz, BBL Musica, Benedi Louons, Eloko ya peuple, Super Nkolo Mboka de Djason Philosophe, et plusieurs autres groupes.

Jouant pour la première fois à la fête de la musique sur invitation du ministère de la Culture et des Arts, Kadhafi Santos, qui a brillamment presté avec un répertoire constitué des chansons comme "Ndonda" (mauvais serpent), "Reconnaissance", puis enfin "Je suis", n'a pas caché ses sentiments. « La célébration de la quarantième édition de

la fête internationale de la musique est une bonne chose pour nous les pratiquons de la rumba, surtout qu'elle a été inscrite sur la liste du patrimoine culturel et immatériel de l'humanité. C'est donc un plaisir que le ministère pense à toutes les générations. Me concernant, par exemple, depuis que j'ai créé ce groupe en 2014, c'est pour la première fois que le ministère de la Culture et des Arts m'invite pour jouer à l'occasion de la célébration de la fête internationale de la musique. Ce genre de prestations permet au public de découvrir les talents des artistes congolais », a-t-il déclaré.

Un podium haut de gamme

Au site du boulevard des Armées gé-

néral Alfred-Raoul, a été monté un gigantesque podium haut de gamme par le bureau exécutif de l'Union des musiciens congolais (UMC), avec l'appui du département de la Culture, des Arts et du Tourisme du cabinet du chef de l'État et des collectivités locales. La soirée musicale a connu la présence des conseillers du chef de l'État, Lydie Pongault et Apollinaire Aya, du député de Poto-Poto 3, Ferréol Ngassackys, du secrétaire général du groupe Adiac, Ange Pongault, et de bien autres personnalités et mécènes. Un autre invité de marque a été "son altesse" Passi, artiste musicien, patron du groupe Biso na Biso, venu droit de la France. « Je suis très content d'être-là, et je vous souhaite, au nom de Biso na Biso, une bonne

fête de la musique. On est très pressé de revenir ici », a déclaré l'artiste musicien.

Plusieurs artistes se sont produits sur cet immense podium, offrant au public des bonnes sonorités. Wilson Classic, Keim Oboura, Grand Rebelle et son groupe Vision des stars, Djason Philosophe et son Super Nkolo Mboka, Bana Poto-Poto, Pamphile Ibambo, Merlin Bouton et son Brakin music, Koffi de Brazza, Extra musica international de Quentin Moyasco, Walo Boss Stino, Romain Gardon et son SOS Salsa, Youyou Mobange de Brazza, et bien d'autres. Des prestations de qualité ayant suscité l'admiration des chauffeurs de taxi qui, pour la quasi-totalité, avaient garé pour suivre la fête de la musique jusqu'à sa fin au-delà de 24h. Si nombreux ont loué l'initiative, cela n'a pas été le cas pour le promoteur du groupe GPY, Beethoven Germain Pella Yombo. « De mon point de vue, la fête de la musique c'est une célébration de la tradition française, il n'y a pas d'intérêt à la célébrer solennellement ici. Ce sont les ambassades françaises, à travers le monde, appuyées par les instituts français, qui devaient organiser ce genre de podiums pour célébrer leur tradition. Je ne vois pas la France en train de célébrer la tradition de Kingoli ou de Kiburikiri. Je suis prestataire, c'est vrai, mais cette prestation ne rentre pas dans mon planning d'activités », a-t-il déclaré.

Bruno Okokana

MUSIQUE URBAINE

Le rappeur Pulga lance le single SLM

De son vrai nom Moanda Malonda Robert Timothée, Pulga pour les admirateurs est un acteur de cinéma, rappeur, auteur-compositeur-interprète. Après des débuts prometteurs au cinéma, le jeune artiste rappeur veut se faire un nom en musique en lançant régulièrement des titres sur le marché du disque.



C'est en 2014 que Pulga lance sa carrière artistique en devenant acteur de cinéma grâce à la

rencontre qu'il fait avec James Lukezo, producteur exécutif et réalisateur qui lui confie un

second rôle de la série télévisée « Princesse Eka », diffusée sur la chaîne africaine A+.

En 2015, il décide de parfaire ses performances d'acteur en intégrant le centre de formation d'acteur Ellipse vision concept du scénariste et réalisateur congolais Ali Zazi. L'année suivante, il entre en studio pour son premier single, sorti en 2017. Après une sortie musicale réussie, il apparaît dans la série « River hôtel » du producteur et réalisateur Didier Ndenga où il interprète un rôle à côté de l'acteur Eebra Touré, une série à laquelle ont participé plusieurs célébrités africaines comme Fally Ipupa, Majid Michel, Charlotte Dipanda, etc... Malheureusement, le succès n'est pas encore au rendez-vous.

En 2018, Pulga se donne une année pour mieux préparer ses projets. Ainsi, en 2021, il lance son premier single solo, « Sorcellerie ». Un an plus tard, il signe le titre SLM. Le jeune congolais âgé aujourd'hui de 29 ans prépare d'autres surprises pour égayer ses fans de plus en plus nombreux.

Hervé Brice Mampouya

TRANSFERT

Valenciennes offre son premier contrat professionnel à Aeron Zinga

Apparu à douze reprises en Ligue 2 la saison dernière, l'attaquant de 21 ans s'est vu offrir son premier contrat professionnel par le FC Valenciennes.



Aeron Zinga et son président, Eddy Zdziech, lors de la signature de son premier contrat professionnel (DR)

Passé par Orléans puis Strasbourg, c'est donc dans le Nord que le natif de Massy va devenir footballeur professionnel : l'ailier droit, formé à la JA Drancy a signé un contrat d'un an en faveur du 16e de l'édition 2021-2022 de la Ligue 2 française. Le grand (1m92) gaucher, arrivé en 2021, a participé à douze matches de L2 cette saison, dont 1 titularisation. Avec l'équipe réserve, en National 3, il a marqué 9 buts en 11 rencontres.

Ses performances ont convaincu le club de lui donner sa chance la saison prochaine. Reste désormais à connaître le futur entraîneur de Zinga, puisque la place est vacante sur le banc du FCVA.

Camille Delourme

FESTIVAL NSANGU NDJI-NDJI

La 18^e édition célèbre la rumba congolaise

Rendez-vous incontournable de la ville océane, fête annuelle de la diversité culturelle et du dialogue des cultures, le festival international des musiques et des arts Nsangu Ndji-Ndji, organisé par l'Espace culturel Yaro, a vécu cette année à travers sa 18^e édition, du 15 au 19 juin, à Pointe-Noire et dans le Kouilou, avec la rumba congolaise à l'honneur. L'événement a reçu des artistes et groupes du pays et d'ailleurs.



Le groupe Ndara Mbongi Bakulu/DR

Après avoir été réduit pendant deux ans à un petit format à cause de la pandémie de covid-19 et des crises économiques et financières, le festival Nsangu Ndji-Ndji, rendez-vous annuel de l'espace culturel Yaro, destiné, entre autres, à célébrer la diversité culturelle et le dialogue des cultures, a repris cette année son format habituel. Quatre sites ont abrité sa 18^e édition, notamment l'Espace culturel Yaro et la Chambre de commerce de Pointe-Noire, le musée Mâ Loango de Diosso et le deuxième site de l'Espace culturel Yaro situé à Loango, dans le département du Kouilou.

C'est dans un espace bandé de monde que le coup d'envoi

de cette édition a été donné par Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et Lettres de Pointe-Noire. Les 15 et 16 juin, le public a été bien servi à l'Espace Yaro de Pointe-Noire en musique traditionnelle du Kouilou par les groupes Limani li si et Ndara mbongi Bakulu qui l'ont fait vibrer au rythme des tam-tams et chants. Le centre Ku Konde, qui a présenté la pièce intitulée « L'or des femmes », un roman de l'écrivaine congolaise Aimée Mambou Gnali adapté au théâtre, et le Mbongui théâtre de Brazzaville, qui a proposé « Le bal de Ndinga », pièce de théâtre de l'écrivain congolais Tchicaya U Tam'Si, ont assuré en rire et en émotion avec

des mises en scène dignes des professionnels et des acteurs qui ont su captiver les spectateurs. Le public a eu droit aussi à la danse contemporaine avec l'atelier danse Mwenzi.

Si le théâtre, la musique traditionnelle et la danse contemporaine ont été à l'honneur les deux premiers jours, la rumba congolaise (patrimoine des deux Congo qui a récemment été inscrit sur la liste du patrimoine immatériel de l'Unesco et qui a toujours eu de la place au festival Nsangu Ndji-Ndji), a eu la part belle les trois autres jours. Les 17, 18 et 19 juin, le public s'est réjoui à la Chambre de commerce avec Brice Mizingu (un des artistes les plus

en vue de la ville) et a vibré et dansé au rythme de la rumba congolaise célébrée avec un des pionniers de cette musique, Justin Obela « Papa O », et l'orchestre K-Musica le Ngosi la ngouè du Congo ainsi qu'Ali Wendo et R-Liziba de la République démocratique du Congo. Ceux-ci ont fait voyager le public dans le temps et dans l'espace avec leurs compositions ainsi que des interprétations des chefs-d'œuvre des grands artistes et groupes comme Wendo Kolosoy, Franco, Zaïko, Extra Musica, Fally Ipupa, Bana Poto-Poto, Pierre Moutouari, Pamelou Mouka et bien d'autres. Par ailleurs, parlant de la rumba, Pierre Claver Mabiala, directeur de l'Espace culturel Yaro et du

(groupe constitué des personnes à mobilité réduite) qui est en train de faire du chemin. Cette édition a eu aussi une belle surprise à sa clôture concoctée par le trio de circonstance composé de Justin Obela, Ali Wendo et R-Liziba qui ont ensemble interprété un titre de Luambo Makiadi. Par ailleurs, remerciant les autorités et les partenaires du festival, Pierre Claver Mabiala, directeur de l'Espace culturel Yaro et du festival Nsangu Ndji-Ndji, a appelé à plus de valorisation de la rumba.

Notons que la cérémonie de lancement de la 18^e édition du festival Nsangu Ndji-Ndji s'est déroulée en présence d'Alphonse Nkala, directeur



Les artistes du centre Kukonde dans «L'Or des femmes»/DR

Voici deux (2) ans 26/06/2020-26/06/2022, jour pour jour, que le seigneur a rappelé Arthur Wenceslas **OPOUMBA**, notre fils, notre neveu, notre grand-frère, notre petit-frère, notre papa, notre oncle, notre grand-père.

La marche irrésistible du temps ne pouvait effacer le souvenir et la douleur de ta disparition tragique.

En cette date triste anniversaire, la famille prie tous ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

A cet effet, une messe sera célébrée ce dimanche 26/06/2022 à 10h30 en la Paroisse sainte Bernadette de Nkombo (Casis), à Brazzaville.

Un apéritif sera offert au domicile du défunt sise case AF3/9 Cité CNSS-Lycée Thomas Sankara, après la messe.

Ta vie fut un exemple de simplicité, de tendresse et de générosité

IN MEMORIAM

Arthur Wenceslas **OPOUMBA**

- Administrateur en chef sécurité sociale à la retraite
- Ancien séminariste au Petit séminaire Saint Pie X de Makoua
- Ancien Directeur Inter-Régional Caisse de Retraite des Fonctionnaires (CRF) Plateaux-Cuvettes
- Ancien Directeur Régional Caisse de Retraite des Fonctionnaires (CRF) Plateaux
- Ancien Conseiller Politique du Préfet du Département de la Cuvette

festival Nsangu Ndji-Ndji, a appelé à plus de valorisation de cette musique.

Le public a aussi bougé avec le groupe Ecoma gospel qui a mis le feu au festival à Pointe-Noire et au Kouilou avec ses chants d'exhortation au travail, à l'amour, au respect de la femme et de louange à Dieu. Nsangu Ndji-Ndji étant aussi la découverte des richesses touristiques et culturelles, bien avant la clôture de la 18^e édition à Loango, des visites guidées ont été organisées au musée Mâ Loango de Diosso ainsi que des dégustations des mets du Kouilou agrémentées par les sons de musique de Brice Mizingu et de l'orchestre Handi Musica

départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire; Philippe Mboumba, conseiller socio-culturel du maire de la ville; Joachim Ondzié et Aurélien Nkala, respectivement attaché socio-culturel de l'administrateur maire de l'arrondissement 5, Mongo Mpoukou, et de l'administrateur maire de l'arrondissement 6, Ngoyo, ainsi que de Brama Diara, formateur à l'institut Koré des arts et des métiers (Ikam) du Mali, un des partenaires du festival Nsangu Ndji-Ndji. Et pour le public quia réponde du présent au rendez-vous, «cette édition a été une belle fête».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

BRUXELLES

Anatole Collinet Makosso assiste au lancement des Journées européennes du développement

La 15^e édition des Journées européennes du développement s'est ouverte à Bruxelles, le 21 juin, en présence du Premier ministre du Congo, Anatole Collinet Makosso, invité par la présidente de la commission européenne, Von der Leyen.

Après le discours de Von der Leyen et la prise de parole du chef de gouvernement congolais, les contributions des intervenants de haut niveau se sont succédées. Citons, par exemple, celles de sa majesté Letsie III, roi du Lesotho ; Faure Gnassingbé, président de la République du Togo ; Nana Akufo-addo, président de la République du Ghana ; Mohamed Ould Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie ; José Maria Neves, président de la République du Cap Vert ; Saara Kuugongelwa-Amadhila, Première ministre de la République de Namibie ; John Briceño, Premier ministre du Belize ; Aziz Akhannouch, Premier ministre, chef du gouvernement du Royaume du Maroc ; Charles Michel, président du Conseil européen ; Werner Hoyer, président de la Banque européenne d'investissement ; Odile Renaud-Basso, présidente européenne pour la Reconstruction et le Développement. Ces contributions, aussi riches les unes que les autres, ont fourni aux membres de la communauté internationale l'occasion de discuter et d'échanger leurs points de vue sur le futur développement mondial, au moment où cette année le monde se réunit dans un moment délicat, selon Von der Leyen, faisant référence à la guerre en Ukraine et à l'avertissement face au changement climatique lancé par la principale autorité en matière de changement



Le Premier ministre du Congo Anatole Collinet Makosso à la 15^e édition des Journées européennes du développement/The EDD 2022 Press Team

climatique, le GIEC.

« Ces Journées européennes du développement mettront en lumière le chemin parcouru jusqu'à présent. Mais aujourd'hui, je voudrais me concentrer avant tout sur la

direction de notre voyage. Trois objectifs que nous pouvons atteindre ensemble grâce à Global Gateway et qui sont essentiels au développement durable. Le premier est la résilience. Le second est la dura-

bilité. Le troisième est la coopération avec les voisins et avec des partenaires partageant les mêmes idées. Permettez-moi de commencer par la résilience. Les derniers mois ont mis en lumière certains des grands

déséquilibres de l'économie mondiale », a indiqué la présidente de la Commission européenne, Von der Leyen.

Et de conclure, « travaillons pour un bénéfice mutuel durable. C'est la philosophie de Global Gateway. Cela peut aider à combler le déficit d'investissement dans le monde, mais c'est aussi beaucoup plus. C'est l'occasion de mettre fin aux dépendances malsaines et d'investir plutôt dans des partenariats d'égal à égal. Global Gateway est l'avenir de notre coopération au développement, et je suis reconnaissante à tous ceux d'entre vous qui nous ont rejoints aujourd'hui pour façonner cet avenir ensemble. Je serai désireuse de connaître l'avancement des projets concrets ».

Outre les conférences, des stands, des organismes du secteur du développement ont pris quartier à ces journées. Durant ces deux jours, ils ont démontré les avantages procurés par la coopération internationale au niveau de l'Union européenne, en présentant des projets innovants et des initiatives de recherche.

C'est le cas de la présence du stand de la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du Fonds européen de développement, représenté par Alexis Thambwe Mwamba, Dr Simbi Ahadi et Christelle Odia Derouaux.

Marie Alfred Ngoma

Discours du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso lors de la cérémonie d'ouverture de la 15^e édition du Forum «European Development days»

Sa majesté la reine de Belgique,
Sa majesté le roi du Lesotho,
Excellences messieurs les chefs d'État ;
Monsieur le président du Conseil de l'Union européenne ;
Madame et messieurs les Premiers ministres, chefs de gouvernement,
Madame la présidente de la Commission de l'Union européenne ;
Monsieur le président du Parlement européen ;
Monsieur le Haut représentant de la politique étrangère de l'Union européenne ;
Mesdames et messieurs les commissaires de l'Union européenne ;
Excellences mesdames et messieurs les ambassadeurs, chefs de mission diplomatique accrédités auprès des institutions européennes ;
Mesdames et messieurs les parlementaires européens ;
Mesdames et messieurs les représentants du secteur privé et des milieux d'affaires ;
Distingués invités ;
Mesdames et messieurs ;

Qu'il me soit permis, au nom de monsieur le président de la République, chef de l'État, son excellence Denis Sassou N'Gusso, au nom du gouvernement congolais et en mon nom propre, de vous remercier pour l'honneur qui m'est fait, de compter parmi les invités à la 15^e édition des « Journées

européennes de développement » ; témoignant ainsi de l'excellence des relations de coopération entre le Congo et l'Union européenne.

A vous, madame la présidente de la Commission, aux membres de la Commission et aux autorités gouvernementales du Royaume de Belgique, j'exprime ma profonde gratitude pour l'accueil chaleureux que vous avez bien voulu réserver à moi-même et à la délégation qui m'accompagne.

- Leurs excellences messieurs les chefs d'Etat ;
- Madame la présidente de la Commission ;
- Mesdames et messieurs ;

La stratégie « Global Gateway » est un partenariat de type nouveau qui définit les contours du monde à venir, un monde plus juste, un monde plus solidaire, un monde plus uni.

Je puis vous assurer que le gouvernement de la République du Congo souscrit à cet ambitieux programme, en ce qu'il répond d'une part, à la vision que le Congo a toujours eue de la coopération internationale et, d'autre part, aux objectifs stratégiques du projet de société de son excellence monsieur le président Denis Sassou N'Gusso, intitulé « Ensemble, Poursuivons la marche », et formalisé dans notre plan national de développement 2022-2026, avec ses six axes prioritaires que sont : l'agriculture, le numérique, le tourisme, l'immobilier, l'industrie et les zones économiques spéciales.

La convergence d'objectifs entre notre Plan national de développement et le programme « Global Gateway » va constituer, j'en suis convaincu, ce

qui peut être considéré comme un « codéveloppement exponentiel ».

Le financement des 342 projets de ce Plan national de développement, dans le respect des normes environnementales, auxquels il convient d'ajouter les projets identifiés dans le cadre de la commission climat du bassin du Congo et du Fonds bleu pour le bassin du Congo, permettra à la République du Congo de profiter des richesses qui en résulteront, pour investir dans le capital humain, et assurer un développement social durable, assis sur une transition énergétique, écologique et numérique, et porté par une économie verte, résiliente et vertueuse.

- Leurs excellences messieurs les chefs d'Etat ;
- Madame la présidente de la Commission de l'Union européenne,
- Mesdames et messieurs,

La nouvelle stratégie européenne de partenariat s'appuie sur des valeurs démocratiques, environnementales et sécuritaires que nous avons en partage. Valeurs qui ont parfois été mises à mal, au point de mettre souvent les États et les peuples dans un face à face duelliste, aux conséquences incalculables pour l'humanité, à l'instar de la crise alimentaire suicidaire que nous connaissons actuellement.

Il nous revient à nous tous, partenaires engagés dans cet ambitieux programme, « Global Gateway », de puiser dans notre passé commun, davantage d'enseignements pour transcender avec davan-

tage de sagesse, ce « face-à-face » souvent conflictuel et destructeur pour construire désormais un « côte-à-côte » consensuel et prometteur.

Ce New-deal, à reconstruire, matérialisé par Global Gateway, nous indique à tous, la voie à suivre et nous rappelle que l'Union européenne, comme d'ailleurs sa sœur, l'Union africaine, a été créée sur des valeurs visant à :

- Préserver la paix au sein de leurs continents respectifs ;
- Renforcer la sécurité humaine ;
- Promouvoir la coopération internationale.

Sans avoir la prétention d'être des « experts en humanité », permettez que nous puissions suggérer le suffrage de nous tourner tout entier vers l'avenir, et de construire à partir de nos diverses contributions recueillies ici, un édifice qui, plus jamais ne tombera en ruine à cause d'une quelconque érosion morale.

Ainsi, nous garantirons la paix à nos peuples, nous préserverons ensemble notre planète et assurerons de façon équitable la gestion de nos ressources dans une perspective durable et plus humaine.

Ainsi, nous écrivons une nouvelle page de nos relations, une page qui ne laissera aucun espace aux « incompréhensions intra et intergénérationnelles », mais une page d'espoirs et d'espérances partagés.

Je vous remercie !